

RÉSUMÉS

Ivan SAUSAINLIEU : « *Entre histoire et historicisme : esquisse d'une typologie de la communauté en France* ».

La tradition intellectuelle française est prise dans un balancement entre l'affirmation de la négation du particulier dans l'universel et la négation de l'universel dans le particulier. D'un côté, la communauté des idées, où la nation n'est rien d'autre que le support de droits universels ; de l'autre, l'idée de la communauté particulière, qui vit pour elle-même. Largement éradiqué en France en même temps que le féodalisme, le principe de proximité a retrouvé des moyens de s'affirmer. Il redevient d'actualité d'une façon qui intéresse les sociologues, grands amateurs de groupes sociaux à taille humaine, tandis que les communautés symboliques (politiques, religieuses) forment des ensembles plus discutables, au point que l'on peut se demander si telle ou telle communauté symbolique ne cache pas plutôt une volonté de vivre ensemble dans des rapports de proximité. Les relations entre proches peuvent certes tendre à s'ériger en valeurs particulières : c'est toute la question des rapports entre communautés et communautarisme. On prête ainsi volontiers une consistance à des minorités supposées solidaires, tandis que la cohésion peut caractériser tout autant (voire davantage) un groupe « majoritaire », résultant d'agrégats locaux (résidents ou professionnels se sentant menacés) pris dans les plis du drapeau national. Néanmoins, il n'est pas sûr que la dimension la plus prégnante de la communauté soit d'ordre idéologique. Si celle-ci n'est jamais loin, réapparaissant notamment dans le cycle électoral, elle laisse le quotidien vivre indépendamment et la communauté se présente plutôt comme art de vivre des relations sociales, comme mode d'interaction et d'appartenance au quotidien. Nous verrons donc dans un premier temps comment la communauté est ancrée dans une dimension symbolique et ensuite comment elle lui échappe – soit la communauté *pour* l'histoire et la communauté *dans* l'histoire.

Monika SALZBRUNN : « *Processus de communication et société-monde. En partant de Tönnies, Weber et Luhmann* ».

Les notions de « *Gemeinschaft und Gesellschaft* », « Communauté et société » ont fait leur apparition dans les sciences sociales germanophones du XIX^e siècle grâce à l'ouvrage de Ferdinand Tönnies portant ces deux concepts dans le titre. Lors de la première édition de « *Gemeinschaft und Gesellschaft* » en 1887, le sous-titre de l'ouvrage porte encore sur l'« *Abhandlung des Kommunismus und Sozialismus als empirische Kulturformen* », mettant alors l'accent sur le communisme et le socialisme en tant que formes culturelles empiriques. Dans les éditions ultérieures, le nouveau sous-titre « *Grundbegriffe der reinen Soziologie* » est le résultat d'une réflexion profonde sur la nécessité de dépasser l'antagonisme entre une école historique et une école rationnelle. Optant pour une approche organique dans son ouvrage de 1931, Tönnies développe l'idée selon laquelle la Communauté représente la source dont jaillit la Société, tout en gardant l'espoir que la force de la Communauté subsiste à l'intérieur de la Société, demeurant ainsi la réalité de la vie sociale. Parmi les sociologues contemporains germanophones qui s'intéressent aux processus de sociétéisation, Rudolf Stichweh, élève de Niklas Luhmann, cherche à démontrer que la « *Weltgesellschaft* », la société-monde, aboutit d'une part à une croissante pluralisation des solidarités et d'autre part à une institutionnalisation de ces dernières.

Cherry SCHRECKER : « *Le concept anglo-saxon de communauté : description ou évaluation ?* »

Le concept de communauté est introduit en sociologie par Ferdinand Tönnies comme description typique d'une forme d'organisation sociale. Il est opposé, comme nous le savons, à celui de la société. Sa vocation, en tant que modèle idéaltypique, serait celle de la représentation objective du monde social. Bien que la conceptualisation de Max Weber se rapproche de cet objectif, la plupart des travaux empiriques et théoriques conduits aux États-Unis et en Grande-Bretagne opposent ces deux concepts de manière axiologique. La communauté devient une « bonne chose » (comme c'est souvent le cas historiquement), et la société, si elle ne disparaît pas, tend à être associée à la déliquescence du monde social, en particulier dans les écrits sur la « société de masse ».

Pierre LÉNEL : « *Contribution à une conception ouverte de la communauté : l'apport des travaux de Roberto Esposito* ».

Le thème de la communauté occupe depuis plus de vingt ans une place centrale à la fois dans l'espace médiatico-politique français et occidental et dans celui de la philosophie politique internationale. Si parfois ces deux espaces se rencontrent, il n'en demeure pas moins vrai que « la » communauté est bien souvent parée soit de toutes les vertus (la valeur quasi métaphysique de l'appartenance au groupe),

soit de tous les maux (le communautarisme menacerait jusqu'aux fondements de la démocratie occidentale) : la caractérisation du fait communautaire est rarement nuancée. Sans prétendre parvenir à rendre plus subtil le discours médiatique sur le sujet il est cependant urgent de réfléchir à cette notion afin peut-être de parvenir au moins au sein d'un espace scientifique à rendre compte de toutes les nuances et variations que ce concept peut charrier. Aussi cette communication, en s'appuyant sur une « contre-histoire de la philosophie politique » à partir des travaux de Roberto Esposito, s'efforcera de présenter une approche différente de « la » communauté. On constatera que ces travaux nous éloignent des interprétations classiques du fait communautaire. En effet, à partir d'une interrogation de son sens étymologique originel (*cum munus*), il est possible de déployer une autre ambition pour la définition de la communauté, celle du don, de la dette, et de l'altérité. Bien sûr cette tentative ne doit pas viser à recouvrir les autres approches plus classiques de la philosophie politique. La simple prise en compte de cet apport peut aider à l'appréhension empirique des communautés que les sociologues, dans de nombreux endroits, peuvent être amenés à « interpréter ».

Laurent AMIOTTE-SUCHET : « *Les hospitaliers de Lourdes : une communauté événementielle ?* »

Afin de s'interroger sur la construction d'une communauté à travers un événement ritualisé, Laurent Amiotte-Suchet se penche sur la production d'un lien socioreligieux chez les pèlerins de Lourdes à partir d'un terrain d'investigations particulier : l'*Hospitalité franc-comtoise de Notre-Dame de Lourdes*. Cette association de brancardiers et d'hospitalières franc-comtoise accompagne chaque année plus de trois cent malades et personnes âgées sur les sanctuaires de Lourdes pour un intense pèlerinage d'une semaine. L'auteur a suivi leur pérégrination de 1999 à 2004, participant aux pèlerinages en tant que brancardier et assistant à l'ensemble des célébrations religieuses et réunions de l'association qui se déploient tout au long de l'année. Entre l'individualisation contemporaine du croire analysée par la sociologie des religions et la communauté religieuse exclusive des Églises de convertis, l'association de pèlerins apparaît comme un collectif original s'assurant un temps de resserrement du lien communautaire durant le pèlerinage avant que les pèlerins ne soient renvoyés dans leurs paroisses respectives où un autre régime de validation du croire prévaut. Si, au départ du train, les motivations des membres de l'*Hospitalité* peuvent apparaître particulièrement hétérogènes, l'aventure collective du pèlerinage se présente comme un espace de remise en sens des expériences individuelles favorisant travail biographique et reformulation des plaintes afin que les attentes individuelles se muent progressivement en projet missionnaire et que la collectivisation des vécus personnels objective le miracle collectif de la transformation intérieure.

Philippe COMBESSIE : « *Le pluri-partenariat sexuel : une communauté interstitielle ?* »

À partir du concept de *dispositif de sexualité*, Michel Foucault montre à quel point la société occidentale distingue le bien et le mal en fonction des attitudes et comportements sexuels. Si le terrain des luttes politiques est aujourd'hui investi par des personnes revendiquant une orientation sexuelle spécifique, et si ces personnes parviennent à faire reconnaître des droits en particulier lorsque ces orientations se développent dans le cadre d'une sexualité circonscrite au sein d'une relation strictement dyadique, il en va tout autrement pour des pratiques de sexualité collective, qui semblent devoir demeurer dans l'ombre. À propos de sociétés inuits, où ces pratiques étaient fréquentes à l'aube du xx^e siècle, Marcel Mauss a développé le concept de *communisme sexuel*. Celui-ci peut-il s'adapter aux relations qui se déroulent aujourd'hui, dans les pays occidentaux, entre les pratiquants de ces formes de sexualités hétérodoxes ? L'analyse des modalités selon lesquelles les adeptes se rencontrent et maintiennent ou non leurs relations permet au moins de comprendre les enjeux, les limites et les marges de manœuvres de telles pratiques et de se demander dans quelle mesure cela peut entraîner la constitution d'une forme de communauté. L'analyse suivante retient trois axes déterminants de l'évolution des sociétés occidentales contemporaines : 1) le développement de l'individualisme et l'émancipation des femmes, 2) celui des moyens de communication, 3) celui des échanges monétaires. La clandestinité des pratiques est de mise mais les agents sociaux concernés n'en participent pas moins à l'élaboration d'éthiques sexuelles ou affectivo-sexuelles alternatives, en marge mais non sans lien avec la morale dominante, un peu comme au sein des *gangs* de Chicago dont Frederic M. Thrasher analysait le développement à l'époque de la Prohibition dans les *espaces interstitiels* de sociétés en mutation.

Élise LEMERCIER : « *Les politiques locales de "mixité ethnique" : disqualification et assignation à l'altérité* ».

Du fait de la grammaire républicaine, les liens communautaires sont pensés *a priori* comme facteur de risque pour le « vivre ensemble ». Les valeurs des réseaux communautaires des immigrés en France apparaissent souvent comme de pures importations de leur pays d'origine. Pourtant, les liens communautaires sont produits par les interactions entre minoritaires et acteurs institutionnels ayant en charge leur accueil en France. Ce chapitre sera ainsi consacré à l'étude des effets des politiques locales de « mixité ethnique » sur le développement des sentiments d'appartenance communautaire. Inquiets de la montée du racisme à l'échelle nationale, des acteurs des politiques sociales locales (politique de la ville, prévention spécialisée, médiation interculturelle) élaborent des projets d'éducation à la tolérance mettant en scène la diversité culturelle. Ils tentent de

composer entre respect du modèle républicain et adaptation à une ethnicisation des rapports sociaux.

Camille ROTH : « *Communautés, analyse structurale et réseaux socio-sémantiques* ».

Nous explicitons ici les enjeux, les attendus et les méthodes de l'approche structurale des communautés. Nous montrons en particulier en quoi des formalisations à base de réseaux d'interactions sociales permettent de répondre à des questions traditionnellement appréhendées de manière qualitative en sociologie, en explorant la genèse de ce champ d'étude, ses atouts et ses limites. Soulignant notamment le fait que l'approche strictement interactionniste ne permet d'appréhender que très difficilement des types de communautés pour lesquelles l'aspect relationnel est limité, nous exhibons certains formalismes qui permettent toutefois de rendre compte de notions de communauté suivant des dimensions à la fois sémantiques et sociales. Notre propos est illustré par une étude empirique d'une communauté scientifique précise.

Annick ANCHISI : « *Communauté quotidienne et symbolique : le placement d'un parent dépendant en maison de retraite médicalisée* ».

Les atteintes multiples liées au grand âge occasionnent une perte d'autonomie et d'indépendance. La famille d'un parent atteint dans sa santé est amenée à prendre le relais. Elle se réorganise progressivement. L'aide concrète et quotidienne des proches sert de rempart à la dégradation physique et psychique du parent. Toutefois, les soins d'entretien du corps témoignent d'une limite aux échanges intra-familiaux. L'aide mobilisée par la logique de la maisonnée – la survie quotidienne des membres du collectif – met en péril la lignée, c'est-à-dire la survie symbolique du groupe. En cas de crise ou de dégradation de la situation, les proches décident de placer définitivement le parent âgé. Il mourra dans l'établissement de soins. Le passage en EMS (Établissement Médico-Social) requiert un usage du temps qui permet de faire face à cette « mort annoncée ». Le rite d'entrée fixe la durée nécessaire pour passer de la séparation à l'agrégation. Celle-ci s'avère difficile à établir pour certains résidents particulièrement dépendants. Mis devant cette double inconnue génératrice d'angoisse – le décès prévisible du nouveau résident et la difficulté de l'attribuer à une communauté – l'EMS organise le passage et garantit la transition.

Gilles VERPRAET : « *Communauté des élèves et sociétés enseignantes : la dynamique des appartenances au coeur des apprentissages* ».

La communauté des élèves peut être envisagée comme un système de valeurs partagées (selon les classes d'âge) et selon des formes de sociabilité entre ses membres (rites de passage, jeux, interactions symboliques). Les relations la

communauté des élèves et les formes sociétales portées par les enseignants (disciplines et hiérarchies, transmission, apprentissage) sont au cœur du travail scolaire et des difficultés de la communauté professionnelle. L'observation ethnographique d'établissements scolaires permet d'analyser la dynamique des appartenances au cœur du travail scolaire. Il est alors possible d'interroger les formes de ces relations entre communauté et société scolaire selon les modèles de sociétés. Ces formes de relations sont en effet plus complexes dans les sociétés postmodernes (avec des références multiples) et dans les sociétés de réseaux, dites sociétés de connaissance.

Pierre-Jean BENGHOZI : « *Les communautés virtuelles : structuration sociales ou outil de gestion ?* »

Le concept de communauté, développé de longue date dans la littérature sociologique, a fait l'objet d'un renouveau d'intérêt dans les travaux portant sur l'économie de l'internet et la société de la connaissance. Internet a favorisé l'émergence de formes sociales hybrides ou radicalement nouvelles touchant : la production (logiciels libres), l'information (wikis), les échanges (forums) et la distribution (commerce électronique). Ces communautés en ligne apparaissent à la fois comme des structures sociales émergeant naturellement à partir de nouveaux supports d'échanges et comme des créations volontaristes ayant vocation à servir d'appui à des transactions économiques.

Ce constat amène à s'interroger sur le caractère effectif ou simplement virtuel des communautés en ligne. La question n'est pas rhétorique et renvoie à des hypothèses fortes des travaux menés sur les TIC : originalités des formes des communications, degrés d'usages et d'implication des individus, modalités de socialisation.

Jacques RHÉAUME : « *L'action communautaire d'inspiration nord-américaine* »

L'action communautaire recouvre un ensemble de pratiques sociales allant de l'organisation de collectivités locales à l'économie sociale et solidaire. Une clarification des notions autour du « communautaire » en contexte nord-américain s'impose, montrant comment l'action communautaire s'inscrit dans un mouvement social important de la société civile visant la promotion de la qualité de vie et de la défense des droits des citoyens. Une brève présentation historique de l'action communautaire au Québec des années 1950 à aujourd'hui, permet de montrer la diversité des référents théoriques et pratiques d'un tel mouvement. Suit l'exposé des résultats d'une recherche sur le développement de l'action communautaire sur un quartier multi ethnique de Montréal, illustrant la dynamique spécifique et les enjeux d'une telle forme d'action.

Riem SPIELHAUS : « *Is there a Muslim community? Research among Islamic Associations in Germany* ».

Un grand intérêt pour les affiliés de l'islam se développe avec toutes les informations y afférent. La nouvelle tendance en recherche sur les musulmans en Europe est de confondre musulmans et migrants. De là découlent des questions propres sur la méthodologie de recherche dans ces champs d'études.

Cet article se base sur une recherche réalisée en 2005 et 2006 sur les congrégations islamiques à Berlin à base d'interviews et d'observations participantes de négociation sur la représentation des musulmans dans l'arène socio-politique. L'objectif est de montrer que la communauté musulmane en Allemagne est déjà imaginée par des institutions influentes en dehors des groupes musulmans dans les discours politiques et culturels dominants. À l'opposé, le sentiment d'appartenance et l'interaction sociale entre musulmans de différentes provenances ethniques ou sociales commençait seulement à surgir. Une identité collective des musulmans en Allemagne est en train de se développer. Si on prend en considération les interactions actuelles entre des groupes et individus musulmans différents, on ne peut pas les caractériser comme un groupe ou une communauté homogène. Par contre, les musulmans en Allemagne représentent plutôt un groupe politique, un lobby qu'une communauté basée sur des contacts religieux ou sociaux. Ils s'associent autour des thèmes et problèmes identitaires et constituent des alliances temporaires. Ces alliances sont aussi fluides que les lieux religieux, les paroisses et cercles de lecture du Coran, pour leur participation et emplacement. Dans une stratégie de représentation, l'affiliation religieuse est utilisée comme ressource pour la mobilisation des adhérents et pour gagner l'influence dans le discours public et politique.

En conséquence, des questions sur l'affiliation et l'appartenance surgissent. Qui est « membre » de la communauté musulmane ou des communautés musulmanes en Allemagne? Les chercheurs se trouvent dans une situation épineuse. D'une part, le concept de communauté est dominant dans le discours et paraît être un terme valide pour illustrer la vie sociale dans et autour des paroisses islamiques en Europe. D'autre part, il positionne les musulmans en-dehors de la société « normale » dans une sphère différente, cachée et suspicieuse.

Jean-Louis GEORGET : « *Communauté badoise contre État Wurtembergeois : la formation de l'État du Sud-Ouest après la seconde Guerre Mondiale* ».

Le Bade-Wurtemberg, région du Sud-Ouest de l'Allemagne, est une création récente. Cette entité à part entière est en effet le résultat de la fusion de deux pays historiquement identifiables par leur histoire et leur sociologie. Leurs frontières et leur statut respectifs avaient été fixés lors de la dissolution de l'Empire romain germanique par décision napoléonienne en 1806. Le royaume de Wurtemberg et

le Grand-Duché de Bade avaient alors suivi une voie propre, le second étant plus instable que le premier pour des raisons structurelles qui seront évoquées au cours de cette contribution. L'accès au Rhin qu'avait le Pays de Bade avait toutefois suscité les convoitises territoriales du Wurtemberg, sans que ces velléités ne dépassent toutefois le cadre feutré des cabinets de chancellerie. Le projet d'un grand bassin reliant le Neckar au fleuve mythique ne devait voir que tardivement le jour. Dans le cadre de la refondation territoriale de la fin de la seconde guerre mondiale, les deux régions furent contraintes pour des raisons de géopolitique propres aux Alliés de fusionner. Ce fut, avec la suppression du symbole qu'était la Prusse en tant qu'entité régionale, la réforme la plus importante menée par la République fédérale en matière de reconfiguration géographique. Cet acte éminemment politique, puisque sanctionné par deux référendums en 1952 et 1971, fut présenté comme une évidence économique. Les deux parties en profitèrent d'ailleurs réellement, le Land de Bade-Wurtemberg devenant avec la Bavière le plus prospère d'Allemagne. Ce coup de force relevant d'une rationalité politique et économique fut ensuite justifié au plan sociologique, voire ethnographique. On rapprocha les histoires, on trouva les traits communs aux Badois et aux Wurtembergeois, on reconstruisit, sur des justifications *a posteriori*, un destin commun. Pourtant, la lutte fut plus âpre que ne l'affirme l'histoire officielle, laissant des stigmates profonds, notamment dans le sud du Pays de Bade. Un nouveau récit cathartique sans enjeu met désormais en scène les souffrances de cette union imposée et les ruptures qu'elle imposa dans deux sociétés jusqu'alors distinctes.

Jacqueline de BONY : « *Le mode d'insertion de l'individu dans le collectif : une comparaison France/Pays-Bas* ».

Cet article explore le mode d'insertion de l'individuel dans le collectif aux Pays-Bas à l'aide de deux terrains d'étude très différents. Il analyse la construction de l'accord par le biais du processus de décision néerlandais puis il décrit une série de termes intraduisibles reflétant le vivre ensemble aux Pays-Bas. Ces deux terrains se renforcent pour faire apparaître un mode d'insertion de l'individuel dans la collectivité de type dual. Ces travaux sont également repris et analysés selon une perspective française. Avec une interaction beaucoup plus forte entre les registres individuels et collectifs, l'insertion de l'individu français dans son groupe se présente de manière plus centrale ou moins duale qu'aux Pays-Bas.